

COMMUNE DE
MARTILLAC



HAUTES TERRES DES GRAVES

Marché « Assurances »

LOT N° 5

**Protection Fonctionnelle et
Protection Juridique Défense pénale
Des agents et des élus**

**Marché en MAPA établi selon les articles L.2123
et articles R.2123-1 à R2161-7 du code de la Commande Publique**

COMMUNE DE MARTILLAC

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Prise d'effet :	01/01/2023
Durée maximale du marché :	48 mois
Résiliation :	annuellement
Préavis :	6 mois

LOT N° 5

Protection Fonctionnelle et Protection Juridique Défense pénale Des agents et des élus

PLAN

TITRE I - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES (CCAP)

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

I-2-1 – PRESENTATION (TITRE III – ANNEXES)

I-2-2 – GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

TITRE III – ANNEXES : CCTP + ANTECEDENTS

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

I- 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES "CCAP"

ASSURE : COMMUNE DE MARTILLAC

OBJET DU CONTRAT.

Le contrat a pour objet de garantir à l'Assuré :

- la protection fonctionnelle des agents et élus
- le conseil et l'assistance (hors litige),
- la protection juridique (y compris pénale) des Elus et Délégués,
- la protection juridique (y compris pénale) des Agents, Collaborateurs & anciens Agents.

DISPOSITIONS GENERALES.

- 1- Le contrat prend effet le : 01/01/2023
 - 2- Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2021, **sauf dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1^{er} janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR** conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.
 - 3- Le contrat est exécuté en Euros "€". Tous les documents sont rédigés en français, quelle que soit leur nature.
 - 4- Le contrat est intangible dès la signature par les parties, la procédure ayant permis au Titulaire d'être réputé avoir pris connaissance en détail des risques à couvrir. Les documents du marché sont les suivants, dans l'ordre de prévalence décroissante. Les originaux figurant aux archives du Pouvoir Adjudicateur font seule foi :
 - Acte d'engagement et annexes,
 - CCP,
 - Antécédents.
 - 5- A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, les parties conviennent de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL), chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique) pour les litiges nés de l'exécution du marché.

Une fois l'avis du comité rendu et notifié dans les 6 mois de sa saisine, sauf prolongation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 3 mois pour signifier au titulaire son acceptation ou son rejet. Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une transaction ou signer un avenant, si cela est juridiquement possible.
- Le Tribunal administratif de BORDEAUX 9 rue TASTET 33000 BORDEAUX** est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.
- 6- A chaque échéance, le Titulaire du contrat (et son représentant) produit (sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur) les certificats fiscaux et sociaux pour l'exercice qui s'ouvre. De plus, si le titulaire utilise l'intermédiation il est demandé à chaque échéance :
 - pour les Agents généraux d'assurance : copie du mandat, certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N°ORIAS ;
 - pour les Courtiers dûment mandatés : une copie du mandat pour agir, au nom et pour le compte de la compagnie qu'il présente ; une attestation d'assurance d'une garantie financière et responsabilité civile professionnelle en cours de validité conformément aux articles L.530-1 & L.530-2 du Code des Assurances ; certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.

- 7- Quelle que soit sa date d'apparition, le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification touchant les informations qu'il a données au moment de sa candidature. Il en est de même pour les agréments professionnels à leur renouvellement.
- 8- Le Titulaire et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations auxquelles il aurait accès.
- 9- Le titulaire élit domicile à l'adresse de son siège social.
- 10- Le courriel non confirmé est un mode de transmission accepté au présent contrat pour les informations relatives à la gestion ordinaire.
- 11- Le présent marché est financé sur les ressources propres de la Collectivité.
- 12- Au titre du présent marché, le délai de paiement s'entend comme commençant à la date d'arrivée de l'appel de fonds chez la personne désignée ci-après : **la Commune de MARTILLAC** (sous réserves que celui-ci soit postérieur à la date d'échéance). Le paiement est considéré comme effectué le jour justifié par le trésorier percepteur. Pour le présent marché, le délai de paiement est de 30 jours. Le titulaire est informé de la date et du montant de la somme en cours de paiement. En retour, le titulaire du marché informe l'assuré à la date à laquelle son compte a été crédité. Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif.
- 13- Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies aux articles L.2192-12, L.2192-13 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique 2019.
Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points plus pénalités forfaitaires de 40 €.
- 14- L'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses. Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.
- 15- L'assureur pourra résilier le contrat après sinistre en respectant le mode de résiliation prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.
- 16- L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, tant sur l'état que sur les modifications que l'assuré peut apporter à l'objet du contrat ou à leur affectation. En conséquence l'assureur renonce à résilier le contrat pour aggravation de risque. Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.
- 17- Compte tenu des déclarations faites par **la Commune de MARTILLAC** (en conformité à la circulaire du 24 décembre 2007- JO du 10 avril 2008, relative à la passation des marchés publics de services d'assurances Chapitre VI- "Titre B – Etat déclaratif de risque", l'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, il déroge à l'application de toutes sanctions et/ou règles proportionnelles et notamment celles définies aux articles L.113-8, L.113-9, L.121-5, L.172-2 et L.172-10 du Code des Assurances.
- 18- La prime ou cotisation devra être exprimée en Euro "€" TTC /an suivant formule pour les garanties de base et les prestations supplémentaires éventuelles. Dans tous les cas ces dernières devront être présentées comme non obligatoire. Pour des besoins administratifs la collectivité pourra demander au candidat attributaire des quittancements séparés.
- 19- À chaque échéance, la prime ou cotisation ne peut évoluer, elle est fixe sur la durée du marché

20- La prime ou cotisation des échéances à venir sera calculée sur la base du marché d'origine revalorisée en fonction soit de la masse salariale, soit en fonction du nombre d'élus et agents.

En cas de non-respect du présent article par l'Attributaire, le Pouvoir Adjudicateur effectuera le mandatement sur la base provisoire des sommes prises en compte par lui.

NB) lorsque les sommes payées par le Pouvoir Adjudicateur sont différentes de celles qui seraient finalement dues à l'Attributaire, ce dernier pourra prétendre à des intérêts moratoires au taux légal, calculés sur la différence. De ce fait l'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat pour défaut de paiement.

21- Compte tenu de la durée du marché et de la faculté de résiliation prévue en 2, l'assureur accepte de ne jamais qualifier la réassurance comme "sujétion technique imprévue" objet de l'article L.2194-1 et des articles R.2194-1 et R.2194-2 du Code de la Commande Publique.

22- Conformément à l'article L.113-2 - 4° du Code des Assurances, le délai de déclaration de sinistre est fixé d'un commun accord à 90 jours. Dans tous les cas l'assureur renonce à retenir la déchéance pour déclaration tardive, la seule sanction possible à l'égard de l'assuré étant une éventuelle réduction d'indemnité à laquelle il a droit et sous réserve que l'assureur établisse que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

23- Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à instruire les dossiers le plus rapidement possible et à prendre toutes les initiatives afin de ne pas entacher l'image de la collectivité.

24- Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à indiquer à réception de la déclaration de sinistre les références du dossier. De même il informera la collectivité sur le montant réglé ou provisionné dans un délai raisonnable. L'assureur s'engage à fournir à la collectivité au plus tard dans les 90 jours après l'échéance principale les résultats des sinistres par catégorie de garantie. S'il met les éléments ci-dessus à disposition de la collectivité sous forme de support informatique, cela ne pourra être effectué que dans une configuration compatible avec l'outil informatique de la collectivité et en accord avec elle.

25- Lorsque le bénéficiaire de l'indemnité sera l'assuré, et que l'objet de ladite indemnité concernera un compte de fonctionnement et un bien soumis à TVA, toutes les indemnités de sinistres seront calculées TVA comprise, sans que l'assureur puisse évoquer une quelconque compensation ou subvention d'Etat.

26- Contrairement à l'article L.112-6 du Code des Assurances, aucune compensation ne peut s'opérer entre prime et indemnisation.

27- Le présent contrat est exécuté en application des clauses des documents énumérés en 4, lesquelles prévalent sur les conditions générales et/ou spéciales que l'assureur attributaire aurait pu joindre à son acte d'engagement, chaque fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré, et en cas de silence de ces documents, par le Code des Assurances, par la réglementation des marchés publics, et par la législation en vigueur.

28- Le présent contrat est soumis à l'application de la Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 modifiée portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier.

29- Les données essentielles du marché seront publiées, conformément aux dispositions de l'article R2196-1 du code de la commande publique, et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

Ainsi, les acheteurs devront publier sur leur profil d'acheteurs (sur le site www.marchespublics-aquitaine.org, et <https://www.martillac.fr>

les données essentielles du marché qui seront en accès libre, direct et complet. Ces données comprennent notamment :

- le numéro d'identification unique attribué au marché public et les données relatives à son attribution (la date de notification du marché public, la nature et l'objet du marché, l'identification du titulaire et son numéro d'inscription au répertoire des entreprises etc.),
- ainsi que chaque modification réalisée. Si le marché public est modifié en cours d'exécution, l'acheteur devra également publier la durée modifiée du marché public, le montant HT modifié en euros du marché public ou encore le nom du nouveau titulaire en cas de changement.

30- Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné RGPD. Le titulaire s'engage également à sécuriser les données personnelles collectées et à ne pas les divulguer en dehors des acteurs de cette prestation. Le titulaire certifie, respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné par « RGPD ».

Dans le cadre du présent marché public, le titulaire s'engage à :

- garantir un niveau de protection élevé des données personnelles qu'elle traite pour le compte de la Commune de GEZ.
- respecter la réglementation applicable à l'ensemble des traitements de données personnelles qu'il met en œuvre.

Plus particulièrement, le titulaire s'engage notamment à respecter les principes suivants :

- les données personnelles sont traitées de manière licite, loyale et transparente (licéité, loyauté, transparence);
- les données personnelles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (limitation des finalités);
- les données personnelles sont conservées de manière adéquate, pertinente et sont limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ;
- les données personnelles sont exactes, tenues à jour et toutes les mesures raisonnables sont prises pour que les données inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude). »

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque inhérent à ses opérations de traitement, répondre aux exigences réglementaires et protéger les droits et les données des personnes concernées dès la conception des opérations de traitement.

Par ailleurs, le titulaire impose contractuellement le même niveau de protection des données personnelles à ses sous-traitants (prestataires, fournisseurs, etc.).

Le titulaire s'engage à alerter **la Commune de MARTILLAC** (en cas de violation de données dès qu'elle en a connaissance et à accompagner **la Commune de MARTILLAC** (afin de résoudre le problème d'une part et effectuer la notification à la CNIL dans un délai de 72h d'autre part.

Le titulaire s'engage à coopérer avec **la Commune de MARTILLAC** (pour répondre aux personnes en cas de demande d'exercice de droits celles-ci, dans le délais imparti (1 mois).

Enfin, le titulaire s'engage à respecter tout autre principe s'imposant au regard de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et plus précisément concernant les droits conférés aux personnes intéressées, les durées de conservation des données personnelles ainsi que les obligations relatives aux transferts transfrontaliers de données personnelles.

31- En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables...

32- Pour sa facturation annuelle et sa facturation des éventuelles révisions, le titulaire fera apparaître clairement le mode de calcul de la nouvelle prime en indiquant les évolutions indiciaires ainsi que les variations de l'assiette de calcul du coût des garanties.

33- Dans le cadre de marchés publics, l'obligation faite aux entreprises de transmettre des factures dématérialisées à leurs clients publics doit être mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- une plateforme est mise à leur disposition : Chorus Pro. Le titulaire du marché devra donc prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions législatives concernant la dématérialisation de ses factures.

Tout appel à cotisation parvenant par un autre mode sera rejeté.

Le titulaire devra adresser sa facturation via CHORUS PRO à chacune des entités suivantes :

- **Commune de MARTILLAC** n° SIRET 213 302 748 00016

I- 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES "CCTP"

I-2-1- Présentation

VOIR FICHER CCTP EN PDF DANS LES ANNEXES

.....

Assureur tenant du RISQUE :	NON ASSURE A CE JOUR
Intermédiation :	0
Garanties souscrites :	Protection juridique Agents / Elus et protection fonctionnelle

OBJET de la renégociation :	<input checked="" type="checkbox"/> Fin de marché
	<input type="checkbox"/> À l'initiative de la Collectivité
	<input type="checkbox"/> À l'initiative de l'attributaire
	<input type="checkbox"/> Autres

I-2-2- Garanties, Montant, Franchises

I-2-2-1 - CARACTERISTIQUE DU CONTRAT / ETENDUE DE LA GARANTIE :

Au titre de la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, de la Loi dite loi Le Pors ; de la Loi n°2018-727 du 10 août 2018 ; Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Il s'agit de garantir aux assurés tels que définis au chapitre I-2-2-3 - Bénéficiaires de la garantie, le conseil et l'assistance :

- 1) Le conseil et l'assistance pour la préparation et/ou réflexion d'actes ou conventions de toute nature (y compris hors litige) ;
- 2) La protection fonctionnelle de ses agents et élus s'ils sont victimes d'une infraction à l'occasion ou en raison de leurs fonctions ;
- 3) Le conseil et l'assistance en vue d'un règlement amiable lors d'un litige, et lorsqu'une action judiciaire est nécessaire et/ou incontournable de prendre en compte les frais et honoraires des procédures et frais correspondants (hors condamnations civiles).

I-2-2-2 – NATURE DES LITIGES :

La Commune de MARTILLAC (déclare exercer toutes les activités liées directement ou indirectement à son statut de Commune (y compris CCAS, COS, CE et les activités et services annexes de toutes natures) ...

I-2-2-2 –1 PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET ELUS

La garantie est acquise lorsque l'agent/l' élu est victime d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, de violences, d'agissements constitutifs de harcèlements, de menaces, d'injures, de diffamation ou d'outrages.

I-2-2-2 –2 PROTECTION JURIDIQUE AGENTS & ANCIENS AGENTS

La garantie est acquise dans le cadre des lois des 13 juillet 1983, 13 décembre 1996, et 10 juillet 2000 : défense pénale, mise en sécurité, lorsque l'agent est victime ou poursuivi pour une faute n'ayant pas le caractère d'une faute

personnelle et commise dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, en recours en vue d'un règlement amiable, et lorsqu'une action judiciaire est nécessaire et/ou incontournable lorsque l'agent est victime d'un événement lui créant un préjudice (y compris menace et/ou agression). La garantie est étendue à la faute détachable du service, de même pour les anciens agents la garantie est acquise dans le cadre de la reprise du passé inconnu.

I-2-2-2 –3 PROTECTION JURIDIQUE des Elus et Délégués

La garantie est acquise pour la défense pénale, l'assistance psychologique et les coûts qui résultent de l'obligation de protection lorsque l' élu ou délégué (y compris CCAS, COS, CE et services annexes de toutes natures), est poursuivi pour une faute n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle et commise dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d' élu ou de délégué, en recours en vue d'un règlement amiable, et lorsqu'une action judiciaire est nécessaire et/ou incontournable lorsque l'Elu ou Délégué est victime d'un événement lui créant un préjudice (y compris menace et/ou agression).

Définition du passé inconnu : Il s'agit de tous les litiges dont la Commune de MARTILLAC (n'a pas connaissance à la date de lancement de la présente procédure objet de la consultation et qui peuvent également trouver leur origine dans des faits antérieurs à celle-ci.

I-2-2-3- BENEFICIAIRES DE LA GARANTIE, LE CONSEIL ET L'ASSISTANCE :

- Le Maire, les Adjointes, les Elus ou Délégués dans l'exercice de leur fonction ; tous agents (compris anciens élus & agents) placés sous l'autorité de la collectivité et/ou des activités annexes liées à son statut par suite de litiges ou préjudices survenus à l'occasion de l'exercice de leur fonction. La définition « Fonction » devant être interprétée dans le sens le plus large.
 - Les agents titulaires, stagiaires ou contractuels de toutes sortes y compris les agents en détachement. D'une façon générale l'ensemble des agents figurant dans la liste du personnel. Le bénéfice de la garantie est étendu concernant la protection fonctionnelle et la défense pénale aux anciens agents (titulaires et contractuels).
- La garantie protection fonctionnelle est également accordée au conjoint de l'agent/ élu, au concubin, au partenaire lié par un pacte civil de solidarité, à ses enfants et à ses ascendants directs.
- La garantie est acquise pour le recours sur le plan pénal et/ou civil contre un tiers lorsque ce dernier cause à l'agent un préjudice (y compris diffamation) dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

L'assureur prend en charge les sinistres même en l'absence de délibération, pour les élus, ou arrêté de l'autorité territoriale, pour les agents, d'octroi de la protection fonctionnelle.

Défense des intérêts de l'assuré :

L'assureur garantit à l'assuré l'organisation de la défense et la prise en charge des frais de défense mis à sa charge et consécutifs à toute action judiciaire engagée par un tiers à l'encontre de l'un de ses agents / élus poursuivis pénalement à l'occasion de faits ne présentant pas le caractère d'une faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

Dans ce cadre, l'assureur s'engage à :

- délivrer à l'assuré toutes informations et conseils relatifs à ses droits et à la sauvegarde de ses intérêts ;
- assister l'assuré dans la recherche d'une solution amiable ou transaction, y compris à la demande de l'assuré au travers de l'organisation d'une procédure d'arbitrage ;
- Permettre à l'assuré de faire valoir ses droits devant toutes les juridictions, à travers la prise en charge des :
 - o frais nécessaires à la constitution du dossier, les consignations ;
 - o honoraires d'avocats, frais d'avoués, des auxiliaires de justice, d'huissiers, honoraires d'experts.
- Donner les moyens à l'assuré de faire exécuter la décision obtenue à travers notamment la prise en charge d'honoraires d'huissier.

Aucune demande de remboursement des frais engagés pour sa défense ne pourra être adressée à l'assuré en cas de condamnation définitive, sauf lorsque les dispositions statutaires ou légales le prévoient.

I-2-2-4 – EXCLUSIONS :

SONT EXCLUS LES CONTENTIEUX ELECTORAUX ; LES LITIGES OPPOSANT L'AGENT A LA COMMUNE DANS LE CADRE D'UN LITIGE COLLECTIF.

I-2-2-5 – INTERVENTIONS :

- SEUIL : Néant
- FRANCHISE : Néant

I-2-2-6 – MONTANT DES GARANTIES :

Plafond par sinistre : 80.000 €.

Lorsque le bénéficiaire de la garantie chapitre I-2-2-3 choisit un avocat ou conseil de son choix, le remboursement des honoraires s'effectuera sur la base du barème contractuel TVAC joint par le titulaire et annexé.

Conformément à l'article L127-3 du Code des Assurances, l'assureur ne peut proposer le nom d'un avocat à l'assuré sans demande écrite de sa part.

Dans cette hypothèse, lorsque le bénéficiaire de la garantie chapitre I-2-2-3 choisit un avocat ou conseil proposé par l'assureur, ce dernier prend intégralement les honoraires dudit avocat ou conseil dans la limite prévue ci-dessus "Plafond par sinistre".

L'assureur assume les dépenses engagées par la collectivité pour la protection de l'assuré ou de sa famille, victime de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, en vertu de toutes dispositions légales ou réglementaires.

I-2-2-7 – GESTION :

I-2-2-7 – 1

La garantie est déclenchée par la réclamation pendant la période de validité du contrat et pendant toute la procédure qu'elle soit amiable ou judiciaire. La prime ou cotisation devra tenir compte d'une reprise totale du passé inconnu et d'une garantie subséquente d'une durée raisonnable d'au moins 2 ans.

I-2-2-7 – 2

Conformément aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, toute action dérivant de ce marché est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance. A noter que ce délai ne court en cas de sinistre que du jour où (s'ils l'ont ignoré jusque-là), l'assuré ou l'assureur en ont eu connaissance. La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, une action en justice, désignation d'un expert après sinistre, envoi d'une lettre recommandée par l'assuré à l'assureur valant mise en demeure de paiement de l'indemnité.

Si l'assureur entend user de la prescription biennale prévue aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, il devra informer le bénéficiaire de la garantie dans des délais suffisamment corrects afin que ce dernier puisse prendre les mesures adéquates.

I-2-2-8 – POURSUITES DIRECTES :

Toute saisine d'avocat et/ou conseil, auxiliaires de justice, huissier (cette liste n'étant pas limitative) ne pourra se faire sans l'accord de l'assureur et ce conformément à l'article L127-3 du Code des Assurances. En cas de conflit d'intérêt, entre l'assureur et l'assuré, ou de désaccord quant au règlement du litige, le bénéficiaire de la garantie conserve la maîtrise de la défense de ses intérêts.

I-2-2-9 – CHOIX DE L'AVOCAT :

Dès lors que la garantie sera mise en cause, les bénéficiaires de la garantie auront libre choix de l'avocat ou de la personne qualifiée pour défendre leurs intérêts. Le remboursement à hauteur des montants prévus s'effectuera TVA comprise et en conformité de la Loi n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance protection juridique.

I-2-2-10 – AVANCE SUR RECOURS :

En cas de dommages ou de préjudices subis par les assurés, l'assureur exercera le recours, et financera sous réserve du préjudice réel, une avance sur recours éventuel de 30 000 €, représentant au minimum 50% du préjudice estimé. Si le préjudice évalué définitivement est inférieur à la provision versée, l'assureur pourra obtenir de l'assuré remboursement du trop versé. Sont formellement exclues les indemnités à verser au titre de prestations en nature ou de maintien de la rémunération pendant la période d'arrêt de travail indemnisé par la Sécurité Sociale ou défini par le statut de la Fonction Publique.

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

Commune de MARTILLAC LOT N° 5 Protection Fonctionnelle et Protection Juridique Défense pénale Des agents et des élus

ASSURE :

La COMMUNE DE MARTILLAC 33650

Représentée par son Maire en Exercice

ADRESSE :

14 AVENUE CHARLES DE GAULLE 33650 MARTILLAC

PERSONNALITE COMPETENTE :

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

ORDONNATEUR :

M. Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

Centre des Finances Publiques de CASTRES sur GIRONDE 33640

ARTICLE 1 – CONTRACTANT :

Je soussigné,

Nom, Prénom :

(*)

(Ci-dessus : référence de la personne habilitée par le porteur de risques.

Si intermédiation N° ORIAS : (*) joindre justificatif)

Adresse professionnelle :

Téléphone :

Télécopie :

Email :

Agissant au nom et pour le compte de :

L'Entreprise d'assurance.

(Circulaire du 24 décembre 2007 - Rôle des Intermédiaires).

Forme juridique :

Capital :

Siège social :

Téléphone :

Télécopie :

Email :

Immatriculation INSEE :

SIRET :

« APE » :

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés

Agréments en cours de validité délivrés le

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières de l'assurance « Protection fonctionnelle et protection juridique défense pénale des agents et des élus » et des documents qui y sont mentionnés. Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations exigées par le Code de la Commande Publique, m'engage, sans réserve et conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date de remise des offres sans actualisation quel que soit la sinistralité entre la date de lancement de la présente procédure objet de la consultation, de l'offre, et la date d'effet du marché.

ARTICLE 2 – OBSERVATIONS / PROPOSITIONS DIFFERENTES :

Elles ne peuvent faire l'objet que sous la forme d'une annexe du présent acte d'engagement avec une énumération précise et exhaustive prenant référence aux besoins à satisfaire de la collectivité objet du dossier de consultation. Elles doivent être rédigées avec précision, numérotées et établies sur papier à en-tête joint au présent acte d'engagement.

Nombre d'observations et /ou propositions différentes :

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT

Le signataire de la présente proposition certifie avoir placé aux conditions ci avant l'intégralité du contrat. Le signataire de la présente proposition engage la responsabilité de l'assureur qu'il représente sur cet engagement.

ARTICLE 4 – PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit compte ouvert :

- Titulaire du compte :
(Ci-dessus : référence de la personne habilitée à percevoir le paiement)
- Domiciliation
- IBAN :
- BIC :

ARTICLE 5 – TARIFICATION

La prime annuelle Tous Frais Compris est réputée comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que les frais d'émission de la police.

Mode de tarification : ☐ Masse salariale ou ☐ Nombre d'agents et d'élus ou ☐ forfaitaire

Eléments de tarification pris en compte au titre de la présente offre :

PRIME ANNUELLE

Tous Frais Compris Formule (à compter du 01/01/2023)

Protection fonctionnelle et protection juridique, défense pénale des agents & anciens agents :

.....€

Protection fonctionnelle et protection juridique, défense pénale des élus et délégués

.....€

Total des garanties

: €

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS :

Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023. Conformément à la circulaire du 24 décembre 2007 (JO du 10/04/2008), le contrat est d'une durée d'une année, il est reconductible 3 fois, sauf **dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1^{er} janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**

ARTICLE 7 - MODALITES DE GESTION ET SUIVI DES SINISTRES

Ratio de solvabilité du porteur de risque de l'offre (sans mesure transitoire ni dérogatoire) :

Moyens de gestion :

Présence sur le territoire national d'un service de gestion des sinistres du porteur de risque ☐ Oui ☐ Non

Présence sous 2j ouvrés d'un représentant du porteur du risque à la demande de l'acheteur public ☐ Oui ☐ Non

Pour les porteurs du risque étrangers, indiquer le montant du chiffre d'affaires réalisé dans leur pays d'origine pour la branche responsabilités :

Délais de réponse :

Gestion contrat :

Gestion dématérialisée du contrat : ☐ Oui ☐ Non

Accessibilité de l'outil informatique :

Contenu/possibilité de l'outil informatique pour la gestion du contrat

Gestion des sinistres :

Désignation d'un binôme de gestionnaires sinistres dédié : ☐ Oui ☐ Non

Gestion dématérialisée des déclarations de sinistre : ☐ Oui ☐ Non

Gestion et suivi dématérialisé des sinistres (transmission de pièces et informations) : ☐ Oui ☐ Non

Information par mail de règlement des dossiers sinistres : ☐ Oui ☐ Non

Délais de paiement : _____ jours

Un accord du porteur du risque est-il préalablement nécessaire : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, à partir de quel montant de sinistre ? Accord sous combien de jours ?

Information par mail de clôture des dossiers sinistres :
Acceptation des conditions d'avances sur recours (article I-2-2-11) :

☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non

Statistiques sinistres :

Sinistralité détaillée annuellement
Information sur le montant des provisions :
Information sur le montant des recours (réels et provisionnels) :

☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non

Services associés :

Réunion annuelle de présentation des résultats / travail sur les dossiers :
Actions de réhabilitation numérique :
Assistance communication de crise :
Assistance préservation de l'image :
Soutien psychologique :
Actions de prévention intégrées à l'offre :

☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non
☐ Oui ☐ Non

Si oui, lesquelles ? :

**Le Courtier, l'Agent, la Compagnie d'Assurances sont inscrits à l'ORIAS et agréés par l'ACPR
Pour les risques énoncés dans le DCE de la PF**

☐ oui – ☐ non

FAIT EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL

A

LE

REPONSE DE L'ADMINISTRATION

La présente offre est acceptée en ce qui concerne le lot I.A.R.D
« Protection fonctionnelle et protection juridique défense pénale des agents et des élus »

Le présent acte d'engagement comporte les annexes énumérées à l'article 2 du présent Acte d'Engagement.

Ma signature fait du présent acte d'engagement la pièce principale du marché.

A

Le

Le représentant légal de la personne publique
Le Maire de la Commune de MARTILLAC

Le marché a été reçu par la Préfecture le :

NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie conforme du marché au titulaire. Cette remise est opérée par lettre recommandée électronique avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation www.marchespublics-aquitaine.org, et <https://www.martillac.fr>

TITRE III – ANNEXES :

ANTECEDENTS

NON ASSURE A CE JOUR

ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

La compagnie d'assurance
dont le siège social est situé à
reconnait avoir reçu l'intégralité du cahier des charges correspondant
au lot n °.....
de
comportant :

REGLEMENT DE CONSULTATION

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES

I - 2 - 1 - PRESENTATION

I - 2 - 2 - GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

TITRE III - ANNEXES

ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

NOM, SIGNATURE ET CACHET DU RESPONSABLE DU DOSSIER

A

LE